



HAL
open science

Les élections régionales et départementales de juin 2021

Pierre Martin

► **To cite this version:**

Pierre Martin. Les élections régionales et départementales de juin 2021. Commentaire, 2021, 175, pp.543-550. 10.3917/comm.175.0543 . halshs-03404713

HAL Id: halshs-03404713

<https://shs.hal.science/halshs-03404713>

Submitted on 20 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections régionales et départementales de juin 2021

PIERRE MARTIN

Initialement prévues en mars, les élections régionales et départementales ont été décalées aux 20 et 27 juin à cause de l'épidémie de coronavirus. Comme les municipales de 2020, ces élections ont confirmé l'incapacité de LREM à s'ancrer localement, la résistance de LR et du PS, le recul du RN et l'implantation des Verts dans les grandes villes.

P. M.

Situation politique et sociale

LES élections régionales et départementales⁽¹⁾ se sont déroulées les 20 et 27 juin 2021. Depuis le second tour des municipales de juin 2020⁽²⁾, la vie quotidienne des Français a été dominée par l'évolution de l'épidémie de coronavirus, avec la succession de périodes de restriction (mise en place d'un couvre-feu, deuxième et troisième confinements) et de périodes d'allègement des

contraintes. Les progrès de la campagne de vaccination ont permis d'engager un troisième déconfinement et d'améliorer le jugement des Français sur la gestion gouvernementale de l'épidémie, les critiques de l'opposition paraissant sur ce sujet de plus en plus décalées.

Parallèlement, l'agenda a été dominé par les questions régaliennes. Le retour sur le devant de l'actualité du terrorisme islamiste à l'automne, au moment du procès des attentats de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*⁽³⁾, et de l'insécurité, avec les affrontements entre bandes de jeunes et les agressions de policiers, a permis à l'opposition de droite, LR et RN, de recentrer ses critiques contre le gouvernement en l'accusant de ne pas être capable de protéger les Français. De son côté, une partie de la gauche et des associations a critiqué le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin sur le thème des violences policières⁽⁴⁾. Le

(1) Le mandat des conseillers régionaux et départementaux est de six ans. Les premiers sont élus dans le cadre d'un scrutin de liste à deux tours mixte proportionnel/majoritaire, les seconds dans le cadre d'un scrutin majoritaire binominal paritaire cantonal. Aux régionales, il est possible de fusionner les listes entre les deux tours, une liste pouvant se maintenir au second tour si elle obtient plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour et participer à une fusion si elle dépasse 5 %. Au tour décisif, 25 % des sièges sont attribués à la liste qui l'emporte, les 75 % restants étant répartis à la proportionnelle entre toutes les listes dépassant 5 % des suffrages exprimés. Aux départementales, il faut obtenir plus de 12,5 % des inscrits au premier tour ou être dans les deux premiers pour pouvoir accéder au second tour. Dans les deux scrutins, une liste doit obtenir plus de 50 % des suffrages exprimés et 25 % des électeurs inscrits pour l'emporter au premier tour.

(2) Cf. P. Martin, « Second tour des municipales, vagues vertes sur une mer d'indifférence », *Commentaire*, n° 171, automne 2020, p. 615-620.

(3) Avec l'attaque le 25 septembre à Paris devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*, le meurtre de Samuel Paty, professeur de lycée, à Conflans-Sainte-Honorine le 16 octobre, puis l'assassinat de 3 personnes dans la basilique Notre-Dame-de-l'Assomption à Nice le 29 octobre.

(4) En particulier après le violent tabassage par des policiers de Michel Zeckler, producteur de musique, le 21 novembre à Paris (*Le*

pouvoir n'est pas resté sans réactions sur ces sujets, avec la présentation d'un plan contre le séparatisme et l'islamisme radical par Emmanuel Macron le 2 octobre, le vote de la loi de «sécurité globale» fin novembre et l'entretien d'Emmanuel Macron à *L'Express* sur l'identité française fin décembre. Sur ces sujets, l'opposition de droite et le gouvernement ont affronté une partie de la gauche, notamment avec les critiques de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, et de Frédéric Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, au sujet de l'«islamo-gauchisme» au sein de l'université. Ces critiques ont provoqué de vives réactions dans les milieux universitaires, polémiques relancées par l'affaire de l'Institut d'études politiques de Grenoble⁽⁵⁾.

L'activité des forces politiques d'opposition a été dominée par la perspective de l'élection présidentielle. À gauche, le premier secrétaire du PS Olivier Faure et Yannick Jadot d'EELV se sont prononcés en faveur d'une candidature unique souhaitée par divers collectifs. Celle-ci reste cependant peu probable. Jean-Luc Mélenchon pour LFI et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, sont officiellement entrés en campagne. Anne Hidalgo, maire socialiste de Paris, se prépare et EELV a décidé d'organiser une primaire en septembre contre l'avis de Yannick Jadot⁽⁶⁾. De plus, même si les forces de gauche se sont efforcées d'éviter les polémiques, des divisions importantes se sont manifestées sur la laïcité et le régalien⁽⁷⁾, sur «l'islamophobie»⁽⁸⁾ et sur l'attitude vis-à-vis de la police⁽⁹⁾. À droite, alors que Marine Le Pen est en campagne présidentielle, LR est apparue profondément divisée sur la candidature et la ligne politique pour 2022. Après la renonciation de François Baroin début octobre 2020, la direction de LR a repoussé le choix d'une candidature à l'après-régionales. Si Xavier Bertrand, président de la région Hauts-

de-France, ex-LR, a déclaré sa candidature et refuse toute primaire, celle-ci est exigée par d'autres candidats à la candidature dont le président du groupe LR au Sénat Bruno Retailleau, la présidente ex-LR de la région Île-de-France Valérie Pécresse et l'ancien commissaire européen Michel Barnier.

Le début de la campagne électorale régionale a été dominé par une crise au sein de LR entre les partisans d'un accord avec Emmanuel Macron et ceux d'une ligne d'opposition frontale. Cette crise a éclaté suite à la constitution en PACA d'une liste d'union conduite par le président sortant LR Renaud Muselier avec le soutien de LREM, soutien spectaculairement annoncé par le Premier ministre Jean Castex le 2 mai. Dans un premier temps désavoué par la direction de LR sous la pression de l'aile droite (Bruno Retailleau, les députés Éric Ciotti et Julien Aubert), Renaud Muselier a finalement conservé l'investiture, mais deux de ses soutiens, le maire de Toulon Hubert Falco et celui de Nice Christian Estrosi, proches d'Emmanuel Macron, ont quitté LR. La crise interne à LR a rebondi avec les déclarations de Guillaume Peltier, numéro deux de LR, considérant le 30 mai sur RTL porter «les mêmes convictions» que le maire de Béziers allié du RN Robert Ménard après que celui-ci lui avait apporté publiquement son soutien suite à son interview à *Valeurs actuelles*. Dans cette interview, Guillaume Peltier prônait le rétablissement de la Cour de sûreté pour placer sans appel des individus en rétention et indiquait : «en 2022, pas une seule voix ne doit se porter sur Macron», récusant tout «front républicain» face au RN. Christian Jacob, président de LR, a dû rappeler publiquement à l'ordre son second dès le 31 mai.

Les régionales

L'offre électorale et la campagne

Avec 155 listes présentes au premier tour dans les 17 régions, soit une moyenne de 9,1, l'offre électorale régionale était en recul sur celle de 2015⁽¹⁰⁾ où 171 listes s'étaient présentées, soit une moyenne de 10,1. En France métropolitaine, la moyenne était de 8,8 listes, là aussi en recul sur 2015 où elle était de 10,1. Cette diminution globale a résulté d'une réduction

Monde, 28 novembre 2020).

(5) L'affaire a été déclenchée par un «collage» sur l'entrée de l'IEP le 4 mars. Ce collage accusait nommément deux enseignants d'islamophobie et de fascisme, et a été diffusé sur les réseaux sociaux par des étudiants.

(6) Cette primaire a été mise en place contre l'avis de Yannick Jadot, qui souhaitait une désignation plus rapide, mais avec le soutien des autres prétendants, le maire de Grenoble Éric Piolle et l'ex-numéro 2 Sandrine Rousseau.

(7) Anne Hidalgo a notamment accusé les Verts d'«avoir un problème avec la République». *Le Monde*, 29-30 novembre 2020.

(8) Ce concept est récusé par le PS, contrairement à EELV et à LFI.

(9) Tout comme Gérard Darmanin, et des élus de LR et du RN, Olivier Faure (au nom du PS) et Yannick Jadot ont participé, le 19 mai, à la manifestation en soutien aux forces de l'ordre organisée par les syndicats de policiers devant l'Assemblée nationale. Cette manifestation a été dénoncée par LFI et EELV.

(10) P. Martin, «Les élections régionales de décembre 2015, vers le tripartisme?», *Commentaire*, n° 153, printemps 2016, p. 89-96.

tion de l'offre électorale à gauche et à droite et de la présence nouvelle du centre gouvernemental. Tous les présidents et présidentes sortants se sont représentés⁽¹¹⁾.

En France métropolitaine, si l'extrême gauche (LO) a été présente dans 12 régions comme en 2015 ainsi que EELV⁽¹²⁾, on a observé par contre une sensible réduction des autres listes de gauche sur 2015. Le PS, qui était présent partout en 2015 (13 listes), ne menait plus que 9 listes, car dans 3 régions il s'est rangé derrière EELV (Hauts-de-France, Grand Est, PACA), et a été absent en Corse. LFI a mené 5 listes⁽¹³⁾ et le PCF 3⁽¹⁴⁾ alors qu'il y avait 11 listes Front de Gauche en 2015. Enfin, il n'y avait plus qu'une liste divers gauche⁽¹⁵⁾ contre 11 en 2015 (dont 4 Nouvelle Donne et une PRG). Dans les 3 régions les plus favorables au FN en 2015 (Hauts-de-France, Grand Est, PACA) le PS et le PCF se sont rassemblés derrière EELV avec également LFI dans les Hauts-de-France. Alors que LFI a soutenu EELV dans le Centre-Val de Loire et les Pays de la Loire, le PCF a été derrière le PS dans 6 régions, les 5 où les socialistes avaient la présidence sortante (Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie) ainsi que dans les Pays de la Loire. L'union à gauche restait très relative, car, contrairement à la volonté de la direction du PS, EELV a présenté des listes en concurrence avec le PS partout où celui-ci avait la présidence sortante. De plus LFI ne soutenait jamais le PS (et inversement).

À droite, si, comme en 2015, le RN (ex-FN) et LR ont présenté ou soutenu des listes dans chaque région, on a observé une nette réduction du nombre de listes divers droite et d'extrême droite (8 contre 21⁽¹⁶⁾). LR a été derrière

les 7 présidents et présidentes sortants de droite. LUDI a été avec LR dans 10 régions et avec les listes gouvernementales dans 2 autres (Bretagne et Nouvelle-Aquitaine). Le RN a réussi à élargir ses listes en présentant 3 têtes de liste non encartées, 1 ex-LFI (Andréa Kotarac en Auvergne-Rhône-Alpes) et 2 ex-LR (Jean-Paul Garraud en Occitanie et l'ancien ministre Thierry Mariani en PACA).

Inversement, le centre a été beaucoup plus présent qu'en 2015 où le MoDem ne présentait qu'une liste indépendante en Bourgogne et était partout ailleurs allié avec LR. En effet, la majorité gouvernementale (LREM, MoDem, Agir) a présenté des listes dans toutes les régions (dont deux menées par le MoDem) sauf en Provence-Alpes-Côte d'Azur où elle soutenait le président sortant LR Renaud Muselier. Contrairement aux municipales de 2020, elle n'a connu qu'une seule dissidence, en Normandie où la députée Stéphanie Kerbarh a conduit une liste contre la liste LREM officielle.

Parmi les 25 autres listes présentes en France métropolitaine (comme en 2015⁽¹⁷⁾), on dénombrait 5 listes écologistes non EELV contre 3 en 2015, 4 listes UDMF⁽¹⁸⁾ contre 2 en 2015, 7 listes régionalistes⁽¹⁹⁾ comme en 2015 et 9 listes « divers », notamment en protestation aux restrictions de liberté liées à l'épidémie.

La campagne électorale s'est concentrée en juin avec le déclin de l'épidémie. La droite LR-UDI ainsi que le RN ont centré leurs attaques contre le président et la gauche sur le terrain de l'insécurité, de l'immigration et de l'écologie (défense du nucléaire, hostilité aux éoliennes). Avec les candidatures de nombreux membres du gouvernement⁽²⁰⁾ et les déplacements en province du président, la

(17) Dont 12 listes de l'UPR qui n'en présente plus aucune.

(18) Union démocratique des musulmans de France, proche de l'UOIF.

(19) Dont 4 en Corse contre 3 en 2015.

(11) 7 de droite dont 4 LR (Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, Renaud Muselier en PACA, Jean Rottner dans le Grand Est et Christelle Moranzais en Pays de la Loire), 2 ex-LR (Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France et Valérie Pécresse en Île-de-France) ainsi que le centriste Hervé Morin en Normandie, et 5 PS (Marie-Guite Dufay en Bourgogne-Franche-Comté, Loïc Chesnais-Girard en Bretagne, François Bonneau en Centre-Val de Loire, Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine et Carole Delga en Occitanie).

(12) EELV est derrière le PS en Normandie, mais présente une liste en Corse, contrairement à 2015.

(13) En Bourgogne-Franche-Comté, et Bretagne, avec le soutien du PCF en Île-de-France, avec celui du NPA en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

(14) En Corse, en Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes avec le soutien de LFI. Toutefois, une partie des communistes auvergnats soutenaient la liste menée par la socialiste Najat Vallaud-Belkacem.

(15) Une liste Générations, menée par Aurélie Filippetti, ancienne ministre de la Culture, dans la région Grand Est avec le soutien de LFI et de membres du PS.

(16) Notamment avec le déclin de DLF qui ne présentait plus que 4 listes contre 13 en 2015.

(20) 13 membres du gouvernement (sur 43) sont candidats aux régionales : 5 dans les Hauts-de-France (le secrétaire d'État chargé des retraites Laurent Pietraszewski en tête de liste, le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti et la ministre en charge de l'Industrie Agnès Pannier-Runacher dans le Pas-de-Calais, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et le secrétaire d'État aux petites et moyennes entreprises Alain Griset dans le Nord), 5 en Île-de-France (la ministre chargée de la Citoyenneté Marlène Schiappa à Paris, la ministre de la Transformation et de la Fonction publique Amélie de Montchalin dans l'Essonne, la ministre chargée du Logement Emmanuelle Wargon dans le Val-de-Marne, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal dans les Hauts-de-Seine, la secrétaire d'État chargée de l'Éducation prioritaire Nathalie Élimas dans le Val-d'Oise), tandis que le ministre chargé des Relations avec le Parlement Marc Fesneau (MoDem) est tête de liste dans le Centre-Val de Loire, la ministre chargée de la Mémoire et des Anciens combattants Geneviève Darrieussecq (MoDem) tête de liste en Nouvelle-Aquitaine et la ministre en charge de l'Insertion Brigitte Klinkert tête de liste dans le Grand Est.

campagne a pris une dimension nationale, plus particulièrement dans les Hauts-de-France où Xavier Bertrand a continuellement ciblé Emmanuel Macron. À une semaine du scrutin, la popularité du président restait négative⁽²¹⁾, mais sensiblement plus élevée que celle de ses deux prédécesseurs au même moment de leur mandat.

Les résultats du premier tour

Avec 33,3 % de votants, la participation était en recul de 16,8 points sur celle des régionales de 2015. Il s'agit de la plus faible participation jamais enregistrée en France à des élections d'organisation nationale. Trois éléments sont à prendre en compte pour comprendre l'ampleur et la temporalité de cet effondrement de la participation, dans lesquels le contexte épidémique n'a eu qu'un faible impact : un premier élément structurel (le déclin du sens du devoir), et deux éléments conjoncturels (la situation politique et la place des régionales dans le cycle électoral national).

Le déclin du sens du devoir électoral est une des conséquences du développement d'un individualisme narcissique depuis les années 1960⁽²²⁾, lequel représente une véritable mutation anthropologique. Cette dynamique structurelle est la principale explication du déclin de la participation électorale qu'on observe aux régionales, des élections où l'enjeu de pouvoir paraît faible : 77,9 % en 1986, 68,6 % en 1992, 57,7 % en 1998, 60,8 % en 2004, 46,3 % en 2010, 50,1 % en 2015, 33,3 % en 2021. L'ampleur du déclin entre 2015 et 2021 (- 16,8 points, record historique qui efface le recul de 14,5 points entre 2004 et 2010) renvoie aux deux éléments conjoncturels, peu favorables à la participation cette fois-ci. La situation politique a été moins mobilisatrice, car elle était à la fois beaucoup moins dramatique que celle de 2015, alors fortement marquée par les attentats islamiques (*Charlie Hebdo*, Hyper Cacher, Bataclan), et bien moins propice à un vote sanction contre le pouvoir gouvernemental en raison de la faible impopularité d'Emmanuel Macron. Parallèlement, ces régionales intervenaient en fin du cycle électoral ouvert en 2017 : comme les municipales de 2020, et contrairement aux européennes de 2019, elles

faisaient suite à d'autres élections intermédiaires où les électeurs avaient déjà eu l'occasion de s'exprimer.

De manière générale, le vote régional manifeste à la fois le soutien aux sortants, quelle que soit leur étiquette, une mobilisation un peu meilleure de l'électorat potentiel de LR sensible aux campagnes sur l'insécurité et l'islamisme, un fort recul du RN sur 2015, un échec des candidatures gouvernementales, une stabilisation d'EELV au niveau des européennes, ainsi qu'une confirmation de la faiblesse de La France insoumise.

La comparaison avec les européennes de 2019 indique que la forte progression de l'ensemble de la droite en pourcentage des exprimés de 38,6 % à 50,5 % (tableau I) est uniquement due à sa très forte progression dans les 7 régions où elle avait la présidence sortante. Dans les 5 régions à présidence sortante socialiste, la droite est globalement stable par rapport à 2019. De même, la faible progression de la gauche par rapport à 2019 est uniquement due à sa nette progression dans les 5 régions où les socialistes étaient sortants, car elle est en recul dans toutes les autres régions métropolitaines, particulièrement dans les trois où EELV menait des listes d'union avec le PS et le PCF. Les listes gouvernementales réalisent en moyenne la moitié du résultat des européennes de 2019, dépassant les 10 % dans 8 régions dont 15 % dans 2, le Centre-Val de Loire (16,7 %) et la Bretagne (15,5 %), et étant éliminées dans les 5 autres. L'électorat centriste gouvernemental, comme aux municipales⁽²³⁾, a été réticent à sanctionner des élus sortants, de droite ou de gauche, dont le bilan est majoritairement approuvé. À droite, les résultats du RN sont partout en recul sur les résultats exceptionnels de 2015 où le FN était très favorisé par la conjoncture politique marquée par les attentats islamistes. Par rapport aux européennes de 2019, son évolution dépend d'abord de la notoriété de sa tête de liste et ensuite de l'étiquette du sortant. En PACA, la liste menée par l'ancien ministre ex-LR Thierry Mariani, à très forte notoriété locale, obtient 36,4 %, soit + 5,9 points par rapport à 2019. En Île-de-France, la liste menée par Jordan Bardella, tête de liste aux européennes de 2019, est à 13,1 %, soit seulement 1 point de moins qu'en 2019. Partout ailleurs le RN est en recul de plus de 3 points sur 2019, mais ce recul est beaucoup plus fort dans les régions à président sortant

(21) Avec 40 % de satisfaits et 58 % de mécontents d'après l'IFOP *Journal du dimanche* du 13 juin 2021, contre 14 % de satisfaits pour François Hollande en juin 2016 et 30 % pour Nicolas Sarkozy en juin 2011

(22) Cf. G. Lipovetsky, *L'Ère du vide*, Gallimard, 1983.

(23) Cf. P. Martin, « Les municipales de mars 2020. Un mauvais tour ? », *Commentaire*, n° 170, été 2020, p 281-288.

de droite (hors PACA et Île-de-France), de 7 à 9 points, que dans les régions à président sortant PS (recul de 3 points). Les listes des sortants soutenus par LR arrivent partout en tête avec des résultats supérieurs à 30 %, voire 40 % (43,8 % pour Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes et 41,4 % pour Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France), bénéficiant à la fois du vote d'une bonne partie de l'électorat centriste, de la faible présence de listes divers droite et d'un net recul du RN. Dans les autres régions, les listes LR ont des résultats nettement plus faibles, ne dépassant 20 % qu'en Corse (24,9 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (21 %), reculant partout sur 2015 et ne progressant par rapport à 2019 qu'en fonction du recul du RN et de l'absence d'autres listes de droite. Parmi les autres listes de droite, seules deux obtiennent des résultats significatifs : 7,3 % pour le Mouvement pour la ruralité (ex-CPNT) en Nouvelle-Aquitaine et 7 % pour les Patriotes de Florian Philippot dans le Grand Est.

À gauche, les sortants socialistes alliés aux communistes arrivent en tête dans leurs 5 régions, mais avec des résultats sensiblement plus faibles que les sortants de droite, partout à plus de 20 %, mais à plus de 30 % seulement en Occitanie (39,6 % pour Carole Delga). Dans les autres régions où il présentait des listes, le PS perd ses trois primaires avec EELV, même s'il progresse nettement sur 2019. Les autres listes de gauche n'atteignent nulle part les 20 %. Dans les 8 régions où elle était en concurrence avec le PS, EELV obtient des résultats proches, bien qu'en léger recul, de ceux des européennes, et ne dépasse les 15 % que dans trois régions où elle menait des listes d'union, les Hauts-de-France (19 % avec PS, PCF et LFI), les Pays de la Loire (18,7 % avec LFI) et PACA (16,9 % avec PS et PCF). Les listes soutenues par LFI ne dépassent les 10 % qu'en Île-de-France (10,2 % avec le PCF), les deux autres meilleurs résultats étant obtenus en Normandie avec le PCF (9,6 %) et dans le Grand Est avec Générations (8,6 %). Ailleurs les résultats sont inférieurs à ceux des européennes de 2019. Deux listes écologistes indépendantes dépassent les 5 % en Bretagne (6,5 %) et en PACA (5,3 %). En Corse, où la participation a atteint 57 %, le président autonomiste Gilles Simeoni arrive en tête (29,2 %) devant la liste LR et les différentes listes nationalistes sont majoritaires.

L'offre électorale et les résultats du second tour

59 listes se sont présentées au second tour dont 49 en métropole. Les listes soutenues par LR se sont représentées inchangées dans les 13 régions métropolitaines, les listes RN dans 12, ainsi que les listes gouvernementales dans les 8 où elles pouvaient le faire. Il y a eu trois fusions derrière EELV : avec les socialistes et les listes LFI-PCF⁽²⁴⁾, en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes, et avec la liste PS-PCF en Pays de la Loire. Sur les 5 régions où les socialistes sortants arrivaient en tête, le PS a fusionné avec EELV dans 2, en Bourgogne-Franche-Comté et en Centre-Val de Loire, mais a refusé dans les 3 autres, en Bretagne⁽²⁵⁾, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. En PACA, avec le retrait de la liste de gauche en faveur du président sortant LR Renaud Muselier⁽²⁶⁾, celui-ci restait seul en liste face à Thierry Mariani (RN). En Corse, outre la liste du président sortant autonomiste Gilles Simeoni arrivée en tête, la liste LR et deux listes nationalistes se sont représentées.

La participation ne s'est que très faiblement redressée⁽²⁷⁾ avec 34,4 % de votants, une partie des électeurs des listes éliminées s'abstenant alors que de nouveaux votants se sont mobilisés en faveur des listes les mieux placées à l'issue du premier tour. Les résultats ont confirmé les dynamiques du premier tour en faveur des présidents sortants qui l'ont tous emporté en métropole, y compris Renaud Muselier en PACA qui a battu très nettement (57,3 %) Thierry Mariani. La socialiste Carole Delga en Occitanie (57,8 %), Laurent Wauquiez (LR) en Auvergne-Rhône-Alpes (55,2 %) et Xavier Bertrand (ex-LR) dans les Hauts-de-France (52,4 %) ont confirmé en triangulaire leurs percées du premier tour. Le RN a subi un lourd échec, reculant partout par rapport au second tour de 2015, perdant plus d'une centaine de sièges de conseillers régionaux (252 contre 356) et, avec son échec en PACA face au « front républicain », a encore échoué à conquérir une seule région.

(24) En Île-de-France, l'ancien Premier ministre Manuel Valls et Jean-Paul Huchon, l'ancien président socialiste de la région, ont appelé à voter pour Valérie Pécresse contre la liste EELV-PS-LFI, pas assez « républicaine » de leur point de vue.

(25) Où le PS a fusionné avec la liste écologiste indépendante de Daniel Cueff.

(26) Qui a également bénéficié du soutien public de Nicolas Sarkozy.

(27) Avec un maximum de + 3 points en PACA.

**Tableau 1 : Évolutions électorales depuis 2010
(Élections régionales, européennes et présidentielles)
France métropolitaine**

*Les résultats sont en % des inscrits pour les votants et les exprimés et en % des suffrages exprimés pour les forces politiques.
Les voix des listes sont affectées au parti de la tête de liste. En 2015, le MoDem est avec LR et l'UDI.*

	R 2010	P 2012	E 2014	R 2015	P 2017	E 2019	R 2021
<i>Votants</i>	46,3	81,4/81,9	44,2	50,1	80/76,3	52,2	33,3
<i>Exprimés</i>	44,6	79,9/77,1	42,5	48,1	78,1/67,4	49,9	32
EXG	3,6	0,7	1,6	1,6	1,7	0,8	2,2
FG/LFI	6,1	11,3	6,4	4,1	19,6	6,2	3,2
PCF						2,5	1,2
EELV	12,5	2,3	8,9	6,8		13,5	13,1
PS-PRG	29,5	28,1/51,3	13,9	23,5	6,3	6,2	15,7
DVG	1,9		3	1,3		3,3	0,7
Eco	0,9		1,8	0,6		4,1	1,5
Divers	0,9	0,3	2,6	1	2,3	2,4	1,5
MoDem/LREM	4,3	9,2	9,9		23,8/65,7	22,4	10,5
UMP/LR-UDI	26,2	27/48,7	20,7	27,1*	19,9	11	29,1
DVD	1,5	1,8	6	5,4	4,8	3,5	1,4
EXD	0,9			0,2		0,7	0,7
FN/RN	11,7	18,3	25,2	28,4	21,5/34,3	23,4	19,2
Gauche	53,6	43,4	33,8	37,3	27,6	32,5	36
Centre	4,3	9,2	9,9		23,8	22,4	10,5
Droite	40,3	47,1	50,9	61,1	46,2	38,6	50,5

Si la droite LR-UDI peut se satisfaire de conserver ses conquêtes de 2015, pour la gauche les résultats sont très mitigés. Le PS a conservé ses régions, mais est incapable de reconquêtes alors qu'il est revenu dans l'opposition. Les listes d'union derrière EELV en Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Pays de la Loire n'ont suscité aucune dynamique et les Verts n'ont conquis aucune région. Les forces gouvernementales n'avaient rien à espérer de ce second tour et ont dû se contenter de limiter les dégâts en obtenant quelques sièges là où elles ont pu se maintenir. En Corse, le sortant autonome Gilles Simeoni a emporté la majorité des sièges. Remarquons que, pour la première fois en France continentale, la liste qui l'emporte en Bretagne, celle du président sortant PS, n'a pas

la majorité absolue des sièges (40 sur 83) et devra trouver des alliés chez les Verts ou à LREM.

Il y a eu plus de changements en outre-mer où la gauche a conquis la Réunion sur LR, la Guyane sur un centriste et la Martinique sur les indépendantistes, la Guadeloupe restant à LREM.

Les départementales

7 893 binômes se sont présentés au premier tour des élections départementales⁽²⁸⁾, soit 3,8 en moyenne dans les 2 054 cantons alors qu'ils étaient 9 097 (soit 4,4 en moyenne) en 2015. Cette réduction de l'offre électorale provient

(28) Ces élections concernent les départements de France métropolitaine et d'outre-mer sauf Paris, la métropole de Lyon ainsi que la Guyane et la Martinique qui sont des collectivités territoriales uniques.

Tableau 2 : Résultats des élections cantonales et départementales
France métropolitaine, 1^{er} tour

Les résultats sont en % des inscrits pour les votants et les exprimés et en % des exprimés pour les forces politiques.

	C 2004	C 2008	C 2011	D 2015	D 2021
<i>Votants</i>	64,1	65	44,3	50,3	33,2
<i>Exprimés</i>	61,5	62,4	43,1	47,9	31,6
EXG	3	0,4	0,6	-	0,2
LFI					2,2
PC**	7,6	8,9	8,7	8,3	5,8
Verts/EELV	4,2	4,3	8,4	4,2	6,8
PS-PRG	27,9	28,4	26,8	20,4	13
DVG	5,5	6,2	4,8	3,8	7,1
Divers	1,7	1,3	2	0,5	2
LREM-MoDem-Agir***		4,4	1,2		9,4
DVD	11,4	15,1	9,2	7,2	14,1
LR-UDI*	25,8	25,9	22,5	29,8	19,8
EXD	0,4	0,1	0,2	0,1	0,1
FN/RN	12,5	5	15,6	25,7	18,5
Gauche	48,2	48,2	49,3	36,7	36,1
Centre		4,4	1,2		9,4
Droite	50,1	46,1	47,5	62,8	52,5

* UMP et UDF en 2004, UMP et NC en 2008 et 2011, avec MoDem en 2015. ** Front de gauche en 2011 et 2015. *** MoDem en 2008 et 2011. En 2015 et 2021, les résultats des binômes de candidats de partis différents ont été répartis à égalité entre les deux partis.

Pour 2021, l'identification politique des candidats a été particulièrement difficile, et je remercie Florent Gougou pour son aide concernant la comptabilisation des suffrages.

très principalement d'une politique de candidature unique beaucoup plus systématique à gauche. En effet, alors que depuis 1973 les socialistes et leurs alliés divers gauche et radicaux avaient pour habitude de présenter un candidat dans tous les cantons, comme le faisait déjà traditionnellement le PCF, pour la première fois à ce type d'élection le PS a participé à des répartitions de candidatures avec le PCF, EELV – et même parfois LFI – dans la majorité des départements⁽²⁹⁾. La droite LR-UDI, nettement dominante au niveau des conseils départementaux depuis 2015, a recon-

duit sa politique traditionnelle de candidatures unitaires dès le premier tour. Le RN n'était plus présent que dans 80 % des cantons contre 93 % en 2015. Le centre gouvernemental n'a pas recherché une présence systématique. Il a mené une politique d'accords partiels ou plus rarement sur l'ensemble d'un département, officieux ou officiels⁽³⁰⁾ avec LR-UDI, d'autant plus qu'une bonne partie de ses sortants (en particulier MoDem) ont été élus en alliance avec LR et l'UDI en 2015. La campagne a été très locale, les principaux médias se concentrant sur celle des régionales.

(29) Il n'y a qu'à peine plus de 15 départements métropolitains où le PS va au combat sans aucun accord, surtout des fiefs socialistes du midi de la France, contre environ 25 avec un accord général à gauche (y compris avec LFI), 18 sans LFI, 19 avec des accords partiels et 12 avec un accord avec le seul PCF.

(30) Comme dans l'Eure où un accord général a été passé avec LR sous la direction du ministre des outre-mers et ancien président du conseil départemental Sébastien Lecornu (LREM) dans le cadre de la majorité départementale sortante.

Les résultats du premier tour (tableau 2) ont confirmé ceux des régionales le même jour avec une faible participation, une gauche qui ne s'est pas redressée par rapport à 2015 malgré son retour dans l'opposition, un RN en recul sur 2015, une droite LR-UDI-DVD très dominante bien qu'en léger recul sur 2015 où elle intégrait le MoDem, et un centre gouvernemental très minoritaire. Au sein de la gauche, on a observé un net recul du PS qui restait cependant dominant grâce à sa forte implantation, une affirmation d'EELV particulièrement dans les grandes villes où elle concurrence fortement le PS. Le PCF limite son déclin grâce à son implantation, et une présence limitée de LFI.

240⁽³¹⁾ candidats ont été élus au premier tour dans 120 cantons sur 2 054, soit un peu moins qu'en 2015 (298). De par la très faible participation, de nombreux candidats ayant obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés ont été contraints à un second tour. Comme aux régionales, les résultats du second tour ont confirmé et amplifié ceux du premier, la droite LR-UDI l'emportant largement, conquérant même cinq nouvelles majorités départementales (Alpes-de-Haute-Provence, Ardèche, Finistère, Puy-de-Dôme, Val-de-Marne) alors qu'elle n'en a cédé que trois à la gauche (Charente, Côtes-d'Armor, Tarn-et-Garonne). C'est un lourd échec pour la gauche et particulièrement pour le PS qui n'a rien récupéré de ses pertes de 2015 et a même cédé des sièges aux Verts dans les métropoles, notamment à Lille, Rennes et Strasbourg, où ceux-ci ont confirmé leurs percées des municipales. Le PCF a perdu son dernier département avec le Val-de-Marne. Dans la foulée du premier tour, le RN connaît un fort recul au second, n'obtenant que 26 sièges contre 62 en 2015. Les forces gouvernementales n'ont eu que peu de succès⁽³²⁾, à l'exception cependant des deux cantons d'Aix-en-Provence et des ministres candidats brillamment élus ou réélus : le ministre de l'Intérieur Gérald

Darmanin à Tourcoing 2 dans le Nord, celui des outre-mers Sébastien Lecornu à Vernon dans l'Eure, les ministres déléguées Brigitte Bourguignon (Autonomie) à Desvres dans le Pas-de-Calais et Brigitte Klinkert (Insertion) à Colmar 2 en Alsace.

Conséquences

Au-delà de la confirmation de l'incapacité de LREM à s'implanter localement, de celle de la gauche à se redresser après les désastres électoraux de l'ère Hollande et de l'absence de toute dynamique du RN, contrairement à l'antienne imprudemment colportée de sa dédialisation et de sa progression, ces élections ne nous disent rien ou presque sur le comportement des électeurs en 2022, surtout de ceux, nombreux, qui ne sont pas allés voter. On a vu à nouveau⁽³³⁾ se manifester une double illusion : 1) l'illusion des forces gouvernementales d'abord, arrivées au pouvoir national par rejet de l'incapacité des partis traditionnels à exercer avec succès celui-ci, et qui imaginaient transférer leur victoire de 2017 sur des élections locales face à une classe politique locale dont les Français sont globalement satisfaits, et 2) ensuite celle des partis traditionnels, LR et PS, qui se croient du coup sortis du purgatoire, sinon de l'enfer.

Cependant, ces élections ne sont pas sans conséquence sur 2022. Marine Le Pen est affaiblie, touchée, mais pas coulée. La compétition pour la candidature est relancée à LR, en particulier avec le *come-back* électoral spectaculaire de Laurent Wauquiez. À gauche, rien n'est réglé après le résultat mitigé d'EELV et l'affaiblissement de la candidature probable d'Anne Hidalgo suite à l'échec de la liste Pulvar au premier tour et celle de la gauche, même à Paris, au second. Finalement, il n'y a que la candidature d'Emmanuel Macron qui ne risque pas d'être contestée dans son propre camp.

PIERRE MARTIN

(31) 128 de droite, 92 de gauche et 20 du centre.

(32) La douzaine de députés candidats ont tous échoué, n'atteignant pas le second tour pour la plupart.

(33) Cf. P. Martin, « Les municipales de mars 2020. Un mauvais tour ? », *op. cit.*, p. 288.